



Gilles CHAMPION

Agent EDF

Madame, Monsieur,

Nous sommes **16 candidats aux élections cantonales dans le Rhône, 382 dans toute la France présentés ou soutenus** par le Parti des Travailleurs, **contre la régionalisation.**

Nous ne présentons pas de candidats aux régionales, car le Parti des Travailleurs n'est pas candidat à mettre en œuvre les directives de Bruxelles qui visent à démanteler la République une, laïque et indivisible, à privatiser les services publics et à liquider tous les acquis sociaux conquis dans le cadre national.

POURQUOI ? La mise en place de l'Europe des régions, c'est la destruction des communes et des départements, c'est à dire des institutions de la République héritées de la Révolution française de 1789, chargées de mettre en œuvre l'égalité des droits des citoyens quel que soit l'endroit où ils travaillent et l'endroit où ils habitent, et quelles que soient leurs origines.

Bref, en lieu et place des 22 régions actuelles, **8 grandes régions européennes sont prévues pour faire éclater la République et détruire ainsi l'unité de la Nation.**

Les directives de Bruxelles d'«harmonisation européenne»,

- ◆ C'est la fermeture d'un bureau de poste sur deux, la fin des hôpitaux de proximité et des maternités (120 sur 815 dont L'Arbresle et Tarare ont déjà été fermées en six ans)...
- ◆ C'est la laïcité, contenue dans la Loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat, foulée aux pieds,
- ◆ Ce sont les plans de licenciements qui se développent, la flexibilité et le travail précaire qui ne font que croître,
- ◆ C'est la décentralisation des personnels TOS de l'Education Nationale qui perdent leur statut de fonctionnaires d'Etat, première étape vers la disparition de tous les statuts, y compris ceux des personnels territoriaux,
- ◆ C'est la mise en réseaux des écoles pour faire disparaître 15 000 écoles communales, dont 212 dans le Rhône...
- ◆ C'est l'intercommunalité forcée qui oblige les communes à transférer leurs compétences,
- ◆ C'est la remise en cause de la Sécurité Sociale (*liquidation sur l'agglomération lyonnaise des 22 centres de paiement Sécu*) et des retraites.

D'ailleurs, sur ce dernier point, **c'est l'Union européenne qui exige la privatisation de notre système de soins, non en «réformant» la Sécurité Sociale, mais pour la casser, pour nourrir la Bourse !**

Comme candidats aux Cantonales, nous refusons tout consensus pour la destruction de la Sécu, et réclamons des patrons et de l'Etat qu'ils restituent les 142 milliards de francs de cotisations sociales volés à la Sécurité sociale depuis 1991 !

Le puissant mouvement de mai et juin 2003 contre la destruction des retraites et la décentralisation l'a montré : les travailleurs n'acceptent pas. **Par l'unité, si l'on ne se soumet pas aux directives européennes, on peut mettre en échec ces plans réactionnaires.**

Madame, Monsieur,

**Rien n'est perdu,
tout peut-être reconquis.
Pour cela, la RUPTURE
avec l'Union européenne
et le REJET
de la régionalisation
sont indispensables.**

ATTENTION

Vous trouverez notre bulletin de vote dans votre bureau de vote.

**NON à l'Europe
de Maastricht !**

**OUI à une Union
libre des peuples
et des nations d'Europe !**

**OUI aux services publics,
NON à
l'intercommunalité forcée !**

**OUI à l'égalité
des droits des citoyens,
NON à la régionalisation !**

**OUI aux droits ouvriers,
NON à la destruction
du Code du travail,
non aux licenciements
et à la précarité !**

**V O T E Z
PARTI DES TRAVAILLEURS**



Vu, le candidat.